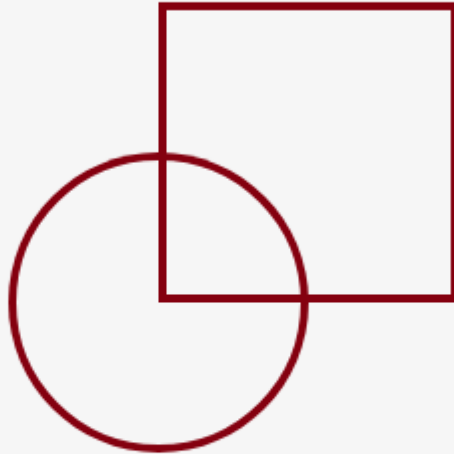


Le Trait Fin



LA LIGNE FINE

Institut

Face à la menace russe : le virage stratégique de la France

Le 24 février 2022 marque une rupture historique pour la sécurité européenne. En lançant une invasion à grande échelle de l'Ukraine, la Russie met fin à plus de trente ans d'illusions stratégiques sur la pacification durable du continent. Pour la France, ce choc agit comme un révélateur brutal : la guerre interétatique de haute intensité n'est plus un héritage du XXe siècle, mais une réalité contemporaine, susceptible de s'installer dans la durée. Depuis lors, Paris a engagé une transformation profonde — parfois tardive, mais désormais assumée — de sa posture stratégique, de sa doctrine militaire et de son discours politique.

Le retour de la guerre en Europe : un choc stratégique tardif mais décisif

Pendant longtemps, la France a abordé la Russie à travers le prisme du dialogue stratégique et de la gestion des crises périphériques. Après la guerre froide, Moscou est perçue moins comme une menace directe que comme un partenaire difficile, mais incontournable, dans un ordre international fondé sur la coopération. Cette approche survit malgré des signaux d'alerte majeurs : guerre en Géorgie en 2008, annexion de la Crimée en 2014, militarisation de l'espace informationnel et cyber, interventions russes en Syrie ou en Afrique.

L'invasion de l'Ukraine en 2022 met fin à cette ambiguïté. Emmanuel Macron l'affirme alors sans détour : « la guerre est revenue en Europe ». Ce constat inaugure un changement de paradigme. La Russie n'est plus seulement un acteur perturbateur, mais une puissance révisionniste assumée, prête à employer la force armée pour remodeler l'ordre de sécurité européen. Les Revue nationales stratégiques (RNS) de 2022 puis de 2025 actent cette évolution : la Russie y est progressivement désignée comme la menace principale et durable pour la sécurité de la France et du continent.

Réorientation doctrinale et réarmement accéléré

Face à cette rupture, la réponse française s'est articulée autour d'un réarmement massif et d'une refonte doctrinale. La Loi de programmation militaire 2024–2030, dotée de 413 milliards d'euros, représente une augmentation sans précédent de l'effort de défense (+40 %). Cet investissement vise à combler des vulnérabilités révélées par la guerre en Ukraine : stocks de munitions insuffisants, lacunes en défense sol-air, dépendances industrielles, saturation des capacités cyber.

Mais l'évolution la plus significative est conceptuelle. La RNS 2025 introduit explicitement l'idée d'une « économie prête à la guerre » et d'un « réarmement moral » de la Nation. Il ne s'agit plus seulement de maintenir un modèle d'armée complet, mais de préparer l'ensemble de l'État — institutions, industrie, société — à la possibilité d'un conflit majeur d'ici la prochaine décennie. Ce glissement traduit une prise en compte du temps long et de la nature systémique de la confrontation avec la Russie.

Nouveaux fronts : cyber, information, influence

La menace russe ne se limite pas au champ militaire conventionnel. Elle se déploie dans un espace hybride, où les frontières entre paix et guerre sont volontairement brouillées. Cyberattaques, opérations d'influence, sabotages, pressions énergétiques ou manipulation de l'information constituent désormais des instruments centraux de la stratégie russe.

La France a adapté sa réponse en conséquence. Le renforcement de la cybersécurité des infrastructures critiques, la montée en puissance des capacités de contre-ingérence et la lutte contre les manipulations informationnelles témoignent d'une approche plus globale de la sécurité. L'attribution publique d'opérations cyber au renseignement militaire russe — notamment via le groupe APT28 — illustre un changement assumé : celui du « naming and shaming », destiné à la fois à informer l'opinion et à dissuader l'adversaire en exposant ses méthodes.

Un discours plus ferme pour préparer l'opinion

Cette adaptation stratégique s'est accompagnée d'un durcissement notable du discours politique. Là où la retenue diplomatique dominait auparavant, les autorités françaises assument désormais une communication plus directe sur la menace russe. Discours présidentiels, documents stratégiques et prises de parole ministérielles convergent vers un même objectif : préparer l'opinion à un environnement de sécurité durablement dégradé.

Cette pédagogie de la menace répond à un impératif démocratique. L'acceptation sociale de l'effort de défense — budgétaire, industriel, parfois humain — ne peut se faire sans transparence minimale. La référence croissante à la « résilience », à la « force d'âme » ou à la mobilisation collective traduit la volonté de l'État d'associer les citoyens à cette nouvelle phase stratégique, sans céder à l'alarmisme.

Alliances et Europe : vers un post-européisme stratégique

La guerre en Ukraine a également rebattu les cartes de la sécurité européenne. L'OTAN, un temps jugée en perte de pertinence, redevient centrale. L'adhésion de la Finlande et de la Suède consacre un retour assumé à la logique de dissuasion collective face à Moscou.

Dans ce contexte, émerge ce que l'on peut qualifier de « post-européisme » : non pas un rejet de l'Union européenne, mais la reconnaissance que la sécurité du continent se construit désormais par des coalitions de volontaires, des formats flexibles et des partenariats renforcés entre États prêts à assumer le risque stratégique. La France y joue un rôle d'architecte, cherchant à articuler souveraineté nationale, coopération européenne et ancrage atlantique.

Maintenir la cohésion nationale dans la durée

Le véritable défi de cette transformation réside dans sa soutenabilité politique et sociale. Face à un adversaire patient, capable d'inscrire sa stratégie dans le temps long, la France devra maintenir l'unité nationale sans fragiliser ses équilibres démocratiques. Cela suppose un consensus durable sur les grandes orientations de défense, au-delà des alternances politiques, mais aussi une communication claire, accessible et honnête envers les citoyens.

La réussite de ce virage stratégique ne se mesurera pas uniquement en capacités militaires ou en budgets votés. Elle dépendra de la capacité de la société française à comprendre, accepter et accompagner un effort de sécurité prolongé, sans renoncer à ses valeurs. C'est à ce prix que la France pourra tenir dans la durée face à une menace russe désormais reconnue comme structurelle — et contribuer, avec ses partenaires, à la stabilité future du continent européen.

La Ligne Fine – Institut

La Ligne Fine – Institut est un think tank indépendant dédié à l'analyse des enjeux de sécurité, de défense et de souveraineté stratégique. Il produit des notes stratégiques, tribunes et analyses destinées à éclairer le débat public et la décision.